

T'OKUP

n°64 / novembre décembre 2006

www.squat.net/ea

gratuit bien-sûr!

PRESENTATION: Pour une société sans racisme, sans sexisme, sans exploitation des humains et de la nature, le T'Okup' essaie de relater ce qui se passe dans la mouvance anarcho-alternatō-tralala (voir ci-dessus). Faire passer les infos dans et hors de la "scène", mobiliser, rendre compte des luttes menées, parfois susciter le débat interne, en faisant primer la régularité quitte à être (trop) sommaire. Les anciens numéros du T'Okup' sont consultables sur le site www.squat.net/ea, où on peut aussi s'inscrire sur la liste de mail pour être régulièrement informé-e des activités de l'Espace autogéré et d'autres infos. Contact: c/o Infokiosk, Espace autogéré, av. César-Roux 30, CH-1005 Lausanne

Résistance

Solidarité avec les peuples de Oaxaca en lutte!



Sur fond de fraude électorale, le gouvernement mexicain utilise une fois de plus la violence armée pour étouffer la contestation sociale. Depuis cinq mois, la ville de Oaxaca, capitale d'une province appauvrie du même nom au sud-ouest du Mexique et dont

plus de la moitié de la population est indigène, vit un état de siège. Un très large mouvement social exigeant la démocratisation radicale des structures éducatives, sociales et politiques de cette région renforce et élargit sa résistance en dépit de la répression.

Au Mexique, sous couvert de discours officiels sur la « transition démocratique », les forces conservatrices et la répression se généralisent. Au Chiapas, les stratégies de guerre de basse intensité contre les peuples indigènes en résistance et contre le mouvement zapatiste continuent de faire des victimes parmi la population civile. En avril 2006, dans le port sidérurgique de Lázaro Cárdenas occupé par les ouvriers, deux d'entre eux sont tués par la police. Au mois de mai 2006, à San Salvador Atenco (province de Mexico), le Front des Peuples en Défense de la Terre, organisé en résistance contre l'expulsion et la répression des vendeuses-eurs ambulants, subit une répression massive par la Police Fédérale Préventive (PFP), bilan: 2 morts et 47 femmes violées par les policiers.

C'est maintenant au tour du peuple d'Oaxaca de subir l'assaut de forces policières, militaires et paramilitaires. Depuis la mi-mai de cette année, la section 22

du Syndicat National des Travail-leuses-eurs de l'Education (SNTE) a entamé un mouvement de grève pour exiger une prime de vie chère, et pour l'amélioration générale de leurs conditions de travail. En effet, comme dans d'autres régions à forte population rurale-indigène, les conditions de travail des instituteurs-trices se heurtent à une structure sociale oligarchique et raciste, au manque d'infrastructure et d'encadrement pour les élèves, à la précarité de l'emploi et des salaires.

Au mois de juin, une répression massive et meurtrière s'abat sur le mouvement, ce qui provoque soudain son élargissement à d'autres secteurs syndicaux, mais aussi indigènes et paysans, ainsi qu'aux partisan-e-s du candidat de centre-gauche aux élections présidentielles Manuel Lopez Obrador évincé du pouvoir malgré les preuves de fraude électorale. C'est à ce moment que surgit l'Assemblée Populaire des Peuples de Oaxaca (APPO), regroupant près

(...suite en page 2)

Squats lausannois

Interpellation au Conseil Communal

Le mardi 7 novembre 2006, interpellée par Elena Torriani (POP), la municipalité de Lausanne exprime son étonnement face à la condamnation à 45 jours de prison ferme pour les occupant-e-s du squat des Sauges, qu'elle qualifie de « revirement total dans la jurisprudence en matière de squats ». Le Conseil Communal, quant à lui, vote une résolution qui demande à la police d'être « opportuniste et proportionnelle » et ce « jusqu'au début effectif des travaux ».

Largement relayée par la presse écrite, cette prise de position de la Municipalité est d'autant plus surprenante que l'on s'attendait à ce qu'elle invoque la séparation des pouvoirs pour ne pas devoir se positionner par rapport à une décision de justice. La Municipalité a en outre exprimé son espoir que le juge saura être plus clément lors du procès qui suivra au Tribunal de Police. Quant aux questions plus concrètes, la Municipalité a été beaucoup plus décevante (ce qui n'est pas vrai-

(...suite en dernière page)

Chair à travail

Service de l'Emploi: Précaires vendu-e-s à Adecco!

Lorsqu'on reçoit un courrier qui commence par « nous avons le plaisir de vous annoncer », il y a généralement lieu de se méfier. Lorsqu'on se trouve au RI (revenu d'insertion, fusion de l'aide sociale et du RMR) et que le courrier émane du Service de l'emploi (logistique des mesures du marché du travail), il y a de quoi être inquiet-e.

Eh non, vous n'avez pas gagné à l'Euromillion! D'ailleurs vous n'y jouez pas! Non, vous avez été sélectionné-e, sans qu'on vous ait demandé votre avis, pour participer à un projet pilote mis sur pied par le Service de l'emploi du canton de Vaud (SdE). Et au cas où l'idée de vous soustraire au bonheur qui vous attend

(...suite page 3)

Solidarité avec les peuples de Oaxaca en lutte! (suite de la page 1)

de 350 organisations, et qui exige la destitution du gouverneur Ulises Ruiz (Parti Révolutionnaire Institutionnel, PRI) par la grève générale dans l'enseignement, par l'occupation permanente du centre-ville, de plusieurs dizaines de bâtiments publics et d'une dizaine de stations de radio et de télévision, et par le maintien de centaines de barricades pour résister aux diverses attaques de milices priistes (du parti PRI), paramilitaires et policières.

Au mois de septembre, le gouvernement fédéral assiège progressivement la ville en envoyant des bateaux militaires, des hélicoptères, des avions, des tanks et des forces de l'armée nationale, de la marine, de la police fédérale préventive (PFP), ainsi que de l'agence fédérale d'investigation (AFI) (police politique). En tout, ce sont environ 20 000 hommes armés qui entrent dans la ville ou l'encerclent. A la mi-octobre, la répression avait déjà provoqué dix morts, principalement le fait de milices priistes et de la PFP. Le 28 octobre, dans deux quartiers à forte résistance, des miliciens du PRI et des paramilitaires attaquent les barricades du mouvement. Quatre personnes sont abattues par balles : une institutrice et un instituteur, un membre de l'APPO et un caméraman étasunien du réseau de médias alternatifs Indymedia. Des dizaines de personnes sont également blessées et une cinquantaine sont portées « disparues ».

Le 2 novembre, c'est l'Université de Oaxaca qui subit un véritable siège : durant sept heures les forces de la Police Fédérale Préventive attaquent Radio Université qui occupait les locaux depuis juin pour protester contre la répression, pour exiger la démission du gouverneur Ulises Ruiz Ortiz et pour contrer la désinformation sur le mouvement. Une résistance organisée inouïe des membres de l'APPO et la mobilisation solidaire massive de la population vivant dans les quartiers à proximité, permet le retrait momentané des troupes de police du périmètre de l'université.

Le 3 novembre, la Cour Suprême de Justice de la Nation (SCJN) rejette les recours déposés en début de semaine par le gouverneur contre la volonté exprimée par les députés des deux Chambres : que Ruiz abandonne son poste et qu'une solution soit enfin trouvée au conflit. Les instituteurs-trices reprennent les classes le 6 novembre, après qu'un accord a été conclu sur leur salaire et le bon économique demandé. Une méga-manifestation (1 million de personnes), renforcée par des contingents venus du Chiapas et de Mexico, réaffirme le maintien de la résistance et la volonté populaire de voir M. Ruiz

démissionner de son poste.

La force de l'APPO tient dans son caractère pacifique, pluriel, autonome et radicalement « de base ». L'APPO ne rassemble pas des avant-gardes de partis mais des collectifs et des personnes engagées dans des mouvements. Avant tout l'APPO contribue à renforcer l'organisation et les consciences et propose une vision politique ample, non partisane et radicale de transformation de la société. Comme dans les diverses vagues de nouveaux mouvements populaires en Amérique latine qui par leur pratique de l'action directe s'opposent aux effets destructeurs du néolibéralisme, les femmes sont la première force du mouvement oaxaquénien. Leur participation à la mobilisation est très importante, comme militantes du syndicat des instituteurs-trices, des organisations indiennes, des organisations féministes et en particulier dans la Coordinadora de Mujeres de Oaxaca (COMO). Elles ont occupé la radio, organisé des caravanes, des manifestations, des actes symboliques et se sont confrontées à l'encercllement militaire. Récemment, cinq milles femmes indiennes et métisses ont pris les rues habillées de noir pour exiger la libération des prisonniers-ères politiques et la démission du gouverneur.

Cette « Commune » d'Oaxaca (en référence à la « Commune de Paris » de 1871) est une plaie pour le pouvoir local, car elle met à mal l'intégralité des structures sociales, cultures et politiques de cette province et en particulier la violence, l'exploitation et la corruption historiques d'une élite de « caciques » (notables et propriétaires terriens) locaux priistes. Le PRI dispose dans cette province de l'un de ses bastions les plus forts et pratique en toute impunité l'achat et la cooptation des votes - M. Ruiz a « offert » un million de votes à Roberto Madrazo, candidat priiste aux élections présidentielles de juillet - ainsi que la répression paramilitaire des organisations paysannes et indiennes à travers les gardes blanches des caciques. Rappelons aussi qu'Oaxaca est un passage stratégique : au beau milieu de la route mexicaine du Plan Puebla Panama (projet néolibéral d'exploitation des ressources dans la région Mexique-Amérique centrale) et en plein cœur d'un des plus importants patrimoines de biodiversité et de culture, ainsi que de ressources énergétiques du pays.

Le pouvoir oligarchique et néocolonial ne saurait ainsi lâcher facilement son hégémonie. C'est pourquoi, au mépris de la détermination du peuple, en dépit également des décisions des pouvoirs législatifs

et judiciaires, l'exécutif fédéral accorde encore un répit au gouverneur Ulises Ruiz, en lui donnant un délai pour trouver une solution politique au conflit. Ce soutien n'est pas hasardeux : le Parti d'Action Nationale (PAN, droite libérale, au pouvoir) veut assurer sa permanence à la présidence malgré les preuves de fraude électorale et la forte crise de légitimité politique qui secoue le pays. La stratégie fédérale de « couverture » de M. Ruiz vise donc le soutien du PRI à l'investiture, le premier décembre prochain, du candidat contesté Felipe Calderón dans un climat de très large dissension politique et sociale quant à sa légitimité démocratique.

Actuellement la situation est donc politiquement bloquée. Le siège militaire est permanent (la PFP n'a toujours pas de date de sortie prévue), le harcèlement contre les instituteurs-trices continue et on signale également l'agression sexuelle à l'égard d'une femme de la part d'agents de la PFP. L'APPO refuse tout retour aux négociations tant que tous les prisonniers-ères politiques ne sont pas libérés-e-s, que tous les mandats d'arrêt ne sont pas annulés et que la PFP ne s'est pas retirée. La « Commune » poursuit néanmoins son activité politique, notamment par la tenue récente d'un Congrès où tous les secteurs (un milliers de délégué-e-s) ont non seulement analysé la conjoncture mais posé les bases d'un programme de réforme intégrale de l'Etat, de la société, de la Constitution. La résistance se nationalise également : une caravane de centaines de sympathisantEs de diverses organisations a rejoint le mouvement et une Assemblée Populaire des Peuples de Mexico est convoquée pour les 18-29 novembre, dans le but de renforcer la coordination des organisations de base qui contestent le modèle néolibéral et autoritaire de société.

Oaxaca n'est pas un cas isolé, de la frontière nord jusqu'au Chiapas, les violences contre les femmes, la répression contre les mouvements sociaux et la criminalisation des migrant-e-s centre-américain-e-s font du Mexique un modèle non pas de « transition démocratique » comme le prétend la rhétorique officielle, mais d'autoritarisme, de corruption et d'impunité.

DEMISSION IMMEDIATE DU GOUVERNEUR ULISES RUIZ!

LIBERATION DE TOUT-E-S LES PRISONNIERS-E-S POLITIQUES!

FIN DE LA REPRESSION ET DU SIEGE POLICIER-MILITAIRE A OAXACA!

YA BASTA! LAUSANNE-ESPACE AUTOGERE-ORGANISATION SOCIALISTE LIBERTAIRE (OSL)

novembre 2006

Précaires vendu-e-s à Adecco! (suite de la page 1)

vous aurait effleuré, la missive précise que la participation au projet est obligatoire sous peine de sanction. Après les accords portant sur le placement des chômeuses et chômeurs, signés entre les ORP et les boîtes de travail intérim, le canton franchit un pas supplémentaire. Il a signé un accord avec le cabinet de consulting genevois Daniel Porot ainsi qu'avec Adecco, numéro un mondial de l'intérim. But : coacher et tenter de réinsérer soixante



personnes au RI tirées au sort. En contrepartie, des sommes rondelettes sont promises aux boîtes privées : 7000 francs par personne placée trois mois, le double si la personne est encore en poste après six mois. Scandalisé, le PS a poussé sa gueulante dans 24H sur fond de défense du service public : « déboursé 14 000 francs par chômeurs, grosso modo deux mois de salaire, revient à dire qu'un employé d'Adecco aurait deux mois pour réinsérer une seule personne ». Mis à part le fait que dans le cas des ORP mieux vaudrait parler de sévices publics, cela n'empêche nullement le PS d'appliquer le nouveau projet pilote.

A l'initiative de ce projet, on retrouve l'incontournable Roger Piccand, chef du SdE, toujours présent lorsqu'il s'agit de libéraliser le marché du travail. Une expérience identique serait menée à Zurich. R. Piccand se veut pragmatique: « peut-être que le résultat sera mitigé, peut-être que le Conseil d'Etat décidera de poursuivre dans cette voie ou de doter les ORP de plus de moyens » (24H 28.10.06).

Il se trouve qu'étant abonné-e-s au journal CQFD (www.cequillfautdestruire.org), nous sommes tombé-e-s en avril 2006 sur un article dénonçant des projets pilotes similaires en France. Le Figaro (17 mars 05) – que cite CQFD – parlant de l'accord français écrivait : « Les difficultés comptables rencontrées l'an dernier par le numéro un mondial du travail temporaire, le suisse Adecco, ne semblent plus être qu'un mauvais souvenir » et plus loin « la firme suisse compte bien profiter de la suppression du monopole de l'ANPE en France et de l'évolution de la législation pour conserver ses

parts de marché ». Le journal conclut : « ce nouveau type de "partenariat" sera d'autant plus utile à Adecco que son directeur général s'attend à un premier trimestre 2005 moins bon que le quatrième trimestre 2004 ». CQFD pour sa part relève : « Louable humanité que celle de l'Unedic, relevant du caniveau une multinationale mal en point... ».

Pour qui en aurait douté, il ne s'agit nullement d'un projet innocent, dont le but serait, une fois n'est pas coutume, d'améliorer le sort des sans emploi. Il s'agit d'un nouveau marché que les Etats offrent à la rapacité sans limite des multinationales. Les chiffres des résultats de l'expérience française ayant été falsifiés (LIHuma 25.9.06), l'organisme paritaire qui gère le projet peut crier au succès. Pourtant les chômeuses et chômeurs résistent, ce qui amène Libération (9 septembre 06) à relever que « les cabinets privés choisis pour l'expérimentation (...) ont eu du mal à trouver des volontaires ». Dans le canton de Vaud, comme on l'a vu, on ne s'encombre pas de ce genre de détail : il s'agit d'une prestation obligatoire. Le suivi personnalisé promis se résumera une fois de plus à un contrôle plus serré et une liberté restreinte d'autant.

Après l'action en bourse, l'heure est à l'action directe !

ADC

Brèves

Syndicat, patronat, même combat !

Dans le torchon rédigé par l'Union syndicale suisse (USS) qui sert d'argumentaire en faveur de la loi fédérale sur la coopération avec les Etats d'Europe de l'Est, l'USS réaffirme une fois de plus son engagement total au côté du patronat. Nous pouvons notamment y lire : « Dans les pays d'Europe orientale, il faut des organisations patronales et syndicales fortes ainsi que de bonnes CCT ». Voilà qui promet ! Il n'est pas dit si les bonnes Conventions collectives de travail dont il est fait mention s'inspireront de celles en vigueur en Suisse. Celles-ci ne couvrent qu'un tiers des emplois et ne mentionnent pas forcément de salaires minimaux. Par contre, l'interdiction de faire grève y figure en bonne place.

L'UDC qui a lancé le référendum contre cette loi est sûre de gagner. En cas de rejet de la loi, elle verra son fond de commerce nationaliste plébiscité. En cas d'acceptation de la loi, les patrons de l'UDC se consoleront avec les nouveaux marchés ainsi créés.

Le PS lausannois a des idées :

Après la conseillère communale Muri qui propose l'imposition des uniformes à l'école pour supprimer les différences de classes sociales entre élèves, c'est au tour du conseiller Bron de proposer que les places pour deux roues soient payantes, car il n'y en a pas assez à disposition. 2006, c'est l'imagination au pouvoir ! Dans le fond, gouverner c'est simple.



Mercredi 6 décembre, 20h
espace autogéré

Soirée d'info sur le G8 2007

En été 2007 aura lieu en Allemagne
le sommet annuel du G8. La rencontre

se tiendra du 6 au 8 juin dans une station balnéaire de luxe du bord de la Mer baltique.

Des collectifs allemands de la gauche radicale se préparent depuis un an à des actions de protestation contre ce sommet. C'est dans ce cadre qu'ils ont créé une large alliance répondant au nom de DISSENT. En Suisse les préparatifs ont également débuté. Des soirées d'info sont agendées durant les mois de novembre et décembre, dans de nombreuses villes de Suisse, afin de pouvoir lancer une large mobilisation.

Qu'est-ce que le G8, à quoi sert-il ?

- Sur quoi repose notre critique du G8 ?
- Quelle forme prend la mobilisation, qui mobilise en Allemagne, qu'en est-il du réseau international ?
- Qu'est-ce que DISSENT ?
- Informations concrètes et pratiques (où se trouve Heiligendamm, info juridiques..)
- Qu'est-ce qui est actuellement prévu ?
- Qu'en est-il de la mobilisation en Suisse ? Comment s'impliquer ?

Que tu sois intéressé-e par une critique de fond, que tu veuilles débattre de manière générale des mobilisations lors des sommets ou que tu comptes te rendre sur place lors du prochain sommet, cette tournée d'info est pensée pour toutes celles et tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, s'intéressent au G8 en général et au sommet de Heiligendamm en particulier.

Une camarade de Suisse alémanique ayant suivi les préparatifs des diverses mobilisations prévues contre le G8 fera le point sur la situation.

Squats lausannois: interpellation au Conseil Communal (suite de la page 1)

ment une surprise...). A la question sur sa politique en matière de logements pour des personnes à revenu modeste, Silvia Zamora a conseillé à toute personne dans le besoin de s'adresser aux Services Sociaux, compétents en la matière (bouaaaaah). Questionnée sur ce que la Municipalité faisait concrètement pour les contrats de confiance, elle dit « travailler main dans la main avec l'ALJF pour établir des listes de maisons vides et pour encourager les propriétaires à passer des accords avec eux ». En gros, rien de nouveau surtout si on sait que le nombre de maisons gérées par l'ALJF

est en constante chute libre ; on est en mesure de douter de l'efficacité de ces « encouragements ».

Suite à l'interpellation, Elena Torriani proposait une résolution au vote du Conseil Communal qui aurait demandé que la Police Municipale ne procède à aucune expulsion sans début des travaux imminents (avec calendrier des travaux). Cette résolution n'ayant visiblement aucune chance d'être acceptée, elle a été modifiée sur le conseil (généreux) des Socialistes. A la place d'une résolution claire et compréhensible, les Conseiller-ère-s Communales ont donc accepté une réso-

lution qui demande à la police d'être « opportuniste et proportionnelle » et ce « jusqu'au début des travaux effectifs » et « d'encourager le dialogue entre propriétaires et squatters ». Tout cela veut juste tout et rien dire. On se demande en effet si la police n'est plus tenue d'être proportionnelle une fois que les travaux sont censé commencer. Pire, la résolution ayant été acceptée de justesse avec 38 voix contre 32, on se soucie un peu des 32 Conseiller-ère-s Communales (parmi lesquelles de nombreux-les Verts) qui ont osé rejeter une résolution qui demande à la police d'être proportionnelle...

Squat des Sauges

Soirée de soutien

Benefit pour les Sauges : Bodycount zéro

Cette festive soirée de soutien ayant attiré plus de 300 personnes à l'espace autogéré de Lausanne le 28 octobre dernier s'est déroulée dans le calme. En effet, aucune échauffourée n'a malheureusement pu être couverte par T'okup ce soir-là. Malgré la merveilleuse violence sonore et verbale d'une ribambelle d'artistes bénévoles, ces derniers n'ont hélas provoqué d'émeutes qu'au sein du bâtiment. Les divers stands et animations ont tout de même permis à nos journalistes de se rendre compte que les personnes impliquées dans la manifestation constituent un dangereux groupuscule organisé. Les bénéfices de cette soirée permettront aux inculpé-e-s de ce groupe de payer une partie des frais de justice et d'avocat. De plus, des rumeurs courent que les produits

labellisés illégalement Squat des Sauges™ © (t-shirts, gobelets en porcelaine, badges et mini-cédés) sont toujours en vente chemin des Sauges 9 à la Blécherette, où les criminel-le-s vivent encore calmement.

Nous sommes en face d'un vrai problème pour le travail de la presse lausannoise : pas grand chose à se mettre sous la dent. Mais que fait la police ?

Jeudi 21 décembre, espace autogéré Potage de Plomb en soutien à l'Atelier de Sérigraphie.

La sérigo sort de l'ombre de sa cave et vous invite à venir vous chatouiller les papilles et les yeux aussi.

Une expo d'affiches et t-shirts réalisés par tous celles et ceux qui ont eu le plaisir de faire vivre cette endroit ces dernières années, des réalisations d'autres ateliers indépendants, de la sérigraphie à manger, des projets à partager et l'envie de donner un coup de pouce au lieu, voilà le menu de cette bouffe à laquelle vous êtes convié-e-s.

agenda

www.squat.net/ea

Espace Autogéré, César-roux 30, Lausanne.

Les Tilleuls, Rte de Lausanne 52, TL n°7, arrêt Renens-Village.

Ciné Oblo, Av. de France 9, dernier sous-sol, Lausanne. www.oblo.ch

CIRA, Avenue de Beaumont 24, 1012 Lausanne. www.anarca-bolo.ch/cira

NOVEMBRE

Dans le contexte de la semaine nationale pour la paix au Proche-Orient et en lien avec la journée internationale de solidarité avec la Palestine une série de manifestation sont organisées en différents lieux.

Le Mur: annexion et ghettoïsation
Mardi 28 novembre, 20h, cinéma Oblo

Projection du film « Iron Wall » précédée de quelques courts métrages et suivie d'un débat.

Palestine sous occupation, un patrimoine en péril
Jeudi 30 novembre, 20h, Pôle Sud, J-J Mercier 3.

Témoignages de participants

à la mission patrimoine du CUP, qui s'est rendue en juillet dernier dans les Territoires palestiniens occupés, suivie d'un débat.

Nous sommes aussi complices de la guerre au Proche-Orient

Vendredi 1^{er} décembre, 19h30, Maison du Peuple, Pl. Chauderon 5

Débat introduit par Christophe Barbey, Anne-Catherine Menétey (conseillère nationale verte), présentation de l'initiative populaire fédérale « pour l'interdiction d'exporter du matériel de guerre » Débat suivis d'une soirée musicale antimilitariste.

DECEMBRE

Sam. 2: 21h, Concert à l'espace GIVE ME FIVE! Soirée

rap/funk... Sortie du CD "Tripodd", KETAK & SISMA (Linca 23), BUB LE ZOMBIE, SIM'S, GAMBI & SRT + DJ's ODDROCK & BUFF

Mer. 6: Espace autogéré, 20h Soirée d'info sur le G8 2007 en Allemagne

Jeu. 7: Espace autogéré, 18h30 LECTURES FEMINISTE sur le thème de la publicité sexy/iste (suivi par travaux pratiques), NON-MIXTE FEMMES.

Sam. 9: 20h, Concert Espace autogéré, NEVER BUILT RUINS (heavy & hard, Basel).

JANVIER

Jeu. 11: Espace autogéré, 18h30, LECTURES FEMINISTE,

« Merci Martine et Fantomette », NON-MIXTE FEMMES.

Ven. 19: Espace autogéré, 20h, SOIREE PORNO FEMINISTE, buffet et projections, NON-MIXTE FEMMES.

Activités fixes:

Salon de thé à la Laiterie, les lundi de 16h à 19h, Marterey 23

Ciné bouffe aux Tilleuls, les mercredi à 20h00.

Jeux aux Sauges, tous les dimanche après-midi, 14h00 : jeux de plateau, cartes, carambole, etc., rue des Sauges 9.

Le Potage de Plombs, restaurant végétarien, chaque jeudi à 20h. Espace autogéré.